

de santé et cancer (2)

Ce qui nous laisserait toujours très loin de se qui se fait dans les pays développés en matière d'investissement dans la santé de leurs citoyens. C'est dire si la solution à nos problèmes de système de santé nous paraît être très loin de ne se résumer qu'à une approche purement économiste du type «fric, fric, fric» et que même un ratio DNS/PIB à 20% ne nous évitera pas une politique fondée sur une gestion rigoureuse et transparente des deniers publics et de l'argent des cotisants destinés au financement de la santé et du médicament, le tout, bien entendu, associé à une approche stratégique de la santé qui ne soit pas fondée uniquement sur le curatif mais aussi sur la prévention, le dépistage, le diagnostic précoce, une formation plus adaptée aux réalités épidémiologiques et économiques du pays qui mettent sur le marché du travail des producteurs de biens de santé qui soient autre chose que de simples prescripteurs ou leaders d'opinions.

L'agence sur le médicament ?

Quant à l'Agence nationale du médicament, malgré la nécessité de sa mise en place et de la faire commencer à fonctionner le plus tôt possible, il est clair qu'elle ne peut être la panacée et que, abandonnée à elle-même, elle pourra difficilement, et ce, quelles que soient les bonnes intentions des uns et des autres, résoudre tous les problèmes qui se posent actuellement dans la filière médicament de notre pays. A l'image de ce qui se passe dans le monde, et il suffit de scruter le nombre de scandales qui y défraient la chronique dans la sphère du médicament pour s'en convaincre, les intérêts en présence souvent en concurrence, rarement en conflit ouvert, sont extrêmement importants et s'affrontent souvent en des joutes où tous les coups sont permis, y compris les plus tordus à condition que ce soit dans la pénombre. A la lumière de ce qui précède, il peut être légitime de se demander ce qui doit se passer dans la réalité des pays où il n'existe pas de contrôle strict et où les firmes et laboratoires pharmaceutiques possèdent parfois des relais extrêmement puissants, disséminés sur toute la chaîne du médicament depuis l'importation des matières premières jusqu'à la distribution, voire parfois même jusqu'à la prescription. Situation universelle qui pourrait peut-être expliquer les trois années de retard à la mise en activité de l'Agence mais aussi le fait que ce qui semble le plus passionner beaucoup de gens n'est non pas le fait de savoir comment elle va pouvoir s'acquitter de ses missions, mais le nom et le cursus de la personne qui doit en être à la tête. C'est dire si la tâche qui attend cette institution risque d'être plus difficile que le nettoyage des écuries d'Augias par Héraclès. C'est pourquoi les rapports entre cette agence et sa tutelle doivent être balisés pour éviter que cette agence ne devienne au fil des années une nouvelle tour d'ivoire ou une espèce de superministère du médicament dont les chefs, dans la mesure où ils ne sont que des «technocrates», ne rendraient aucun compte à la nation et qu'elle ne soit ainsi détournée de sa mission essentielle qui est une gestion propre, rationnelle et transparente du médicament en Algérie, au service des politiques de santé, dont la politique pharmaceutique n'est qu'un des éléments

constitutifs, élaborées au niveau du ministère de la Santé. Par contre, pour que cette agence puisse fonctionner dans la transparence, il est nécessaire que l'Etat agisse aussi sur son environnement le plus rapidement possible en particulier en légiférant et/ou réglementant les deux aspects majeurs du médicament que sont les conflits d'intérêts et les essais cliniques. En Algérie, contrairement à de très nombreux autres pays avancés ou non, il n'existe bizarrement aucune législation ou réglementation précise en matière de conflit d'intérêt en particulier dans le médicament. C'est pourquoi il serait peut-être temps d'y remédier. Et puisque pour rendre opérationnelle cette agence du médicament il semble être envisagé de promulguer un (ou des) décret d'application, il serait peut-être opportun à cette occasion de commencer à, au moins, poser les premiers jalons d'une future réglementation visant à encadrer les conflits d'intérêt. Et ce, bien entendu avant même de commencer à installer les équipes qui seraient chargés de la gestion de cette agence, ce qui serait un excellent exemple de la volonté des politiques de doter le pays d'une politique pharmaceutique «clean».

Dans le même ordre d'idée, la tendance actuelle au niveau de certains grands groupes pharmaceutiques mondiaux est de délocaliser une partie de leur recherche clinique vers les pays émergents ou de plus en plus souvent vers des pays anciennement appelés en voie de développement. En réalité, ce qui est le plus souvent, si ce n'est toujours, déplacé ce ne sont que les essais cliniques.

Les motivations en sont nombreuses et très souvent discutables (il existe d'ailleurs une littérature prolixe sur ce sujet dans les revues internationales). Bien que dans de nombreux domaines il est peut-être possible que la mondialisation et notre adhésion à l'OMC puissent nous imposer un certain nombre de contraintes, par contre l'Algérie n'est absolument pas obligée d'accepter tout et n'importe quoi, et devrait donc pour protéger ses malades et leur éviter un éventuel statut de cobaye pour la recherche des pays avancés mettre rapidement en place des législations et des réglementations adéquates en matière d'essais cliniques pour éviter que demain ce ne soit les puissants de ce monde qui nous les dictent à partir de Sidi Abdallah.

Refondation du système national de santé ?

Il y a quelques semaines a fait irruption sur la place publique, de manière relativement violente, un débat sur la prise en charge thérapeutique de certains patients par le système de national de santé tel qu'il fonctionne actuellement. D'emblée et justement, puisque il en a été l'un des détonateurs, toute la problématique de la défaillance du système de santé s'est cristallisée sur le problème du médicament. Les solutions apportées même si elles sont importantes et les bienvenues ne sont en fait que conjoncturelles, car prises seules et sans changement majeur dans l'environnement du médicament, il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que très rapidement nous allons revenir à la case départ, ce qui se traduira inévitablement par une perte de temps dans la mise en œuvre d'un système de santé efficace équitable et efficient

et donc inévitablement par des morts et des souffrances évitables. Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, à savoir celui du cancer, puisque le débat est parti de là, n'importe quel médecin pourra vous dire que bien que les molécules anticancéreuses et la radiothérapie soient des éléments extrêmement importants dans la prise en charge thérapeutique des patients présentant un cancer, ils ne peuvent résumer à eux seuls un programme de lutte contre le cancer. Et beau-coup de cancéreux pourront vous dire qu'entre éviter un cancer par des mesures appropriées et être soigné par chimiothérapie, ils auraient de loin choisi la première hypothèse. Car beaucoup de cancéreux qui ne seront pas guéris par chimiothérapie ou radiothérapie auraient pu éviter d'avoir un cancer ou voir leur cancer diagnostiqué suffisamment tôt pour en guérir avec des thérapeutiques relativement simples et peu onéreuses et être vivants des années plus tard. Pour l'OMS, un tiers des cancers peuvent être actuellement évités, et un autre tiers guéris si diagnostiqués assez tôt. A défaut que cela soit réalisable chez nous dans l'immédiat, pourquoi ne pas faire en sorte que nos enfants puissent vivre dans un environnement où seul un tiers des cancéreux pourraient décéder des suites de leur maladie. Ce n'est donc pas seulement en achetant de nouveaux médicaments et en équipant le pays en centres de radiothérapie, bien que ce soit actuellement une nécessité absolue, dans l'urgence et avec des procédures spéciales que l'on résoudra en profondeur et durablement les problèmes posés par le cancer. Et ceci est d'autant plus vrai que de très nombreuses autres pathologies souffrent aussi de prises en charge thérapeutiques ou même parfois diagnostiques insuffisantes, et qui pour le moment n'ont pas trouvé de porte-voix. Réformer la chaîne du médicament dans sa globalité pour en corriger des dysfonctionnements est aujourd'hui une nécessité incontournable, non seulement parce que leurs conséquences sont souvent dramatiques pour les patients, mais aussi parce qu'étant actuellement sur la place publique et légitimées par des chiffres, les populations ne comprendraient pas pourquoi rien n'est fait pour améliorer de façon durable le sort des malades. Cependant, ce serait une erreur que de penser que cet effort de réforme ne devrait s'arrêter qu'au médicament, qui n'est en fait qu'un fragment de la partie visible de l'iceberg, dans un pays où la prévention est souvent considérée, malgré de beaux discours, comme un parent pauvre de la médecine curative, car c'est tout le système de santé national actuel qui devrait être repensé, afin de lui permettre de redevenir aussi efficace que pendant les temps pourtant très durs qui ont suivi l'indépendance du pays. Pour reprendre le constat des lieux fait par certains en octobre 2010, «depuis la décennie 90, une détérioration progressive du système national de santé, dans toutes ses composantes, s'est opérée et s'est insidieusement installée... Le système de santé fait l'objet d'insatisfaction des professionnels de la santé, de la population, des bailleurs de fonds. Parallèlement, les structures centrales ont des difficultés à accompagner la transition économique, et elles ont pris du retard sur les transitions épidémiologique et démographiques. On constate un essoufflement du système dans son ensemble par manque de visibilité même

à moyen terme, absence de projet de santé construit et cohérent autour des problématiques de l'heure, des retouches successives portées sur l'organisation des soins laissées sans accompagnement et sans évaluation, une irruption du secteur privé, une gestion non participative par injonction, peu d'ouverture sur l'universel et l'innovation... Une inaptitude à trouver les ressorts à même d'initier et d'accompagner des réformes globales portant sur tous les segments des niveaux de soins permettant de les structurer en système... Bien plus, ces dysfonctionnements ont atteint un degré d'intensité tel qu'ils compromettent la sécurité sanitaire nationale, empêchant le système de santé de répondre activement à un risque sanitaire majeur». Peut-il y avoir meilleur argumentaire en faveur de la nécessité de réformer en profondeur notre système de santé ? Tout système national de santé est non seulement un reflet plus ou moins fidèle de l'état des rapports de force socioéconomiques qui structurent un pays mais aussi de l'organisation d'une société à un moment donné de son histoire et présuppose donc lors de son élaboration de nombreux choix humains, culturels, financiers, sociétaux, politiques et idéologiques.

La part de sa richesse que notre pays va dépenser pour la santé de ses citoyens, la répartition des ressources destinées à la santé entre les différentes composantes du système et les besoins sanitaires, savoir qui paye quoi et combien (Trésor public, caisses d'assurances, mutuelles et ménages), la place du secteur libéral et ses rapports avec le secteur public, le type de protection sociale pour nos patients et en particulier le rôle qui doit être dévolu aux collectivités locales pour ce qui est de la protection des plus démunis, la place de la prévention, la politique pharmaceutique que doit suivre notre pays... tous sont des choix sociaux et donc politiques qui ne devraient pas sortir de la sphère de décision politique et en aucun cas être confiés aux élites technocratiques.

Le mieux serait peut-être que les partis et les candidats y compris à la plus médiatisée des joutes électorales de notre pays, à savoir la présidentielle, détaillent et quantifient leurs propositions et cessent de proposer des programmes lénifiants qui au final ne nous apprennent rien de précis sur leur projet de politique de santé. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis lors de la dernière élection présidentielle, où tous les habitants de la planète ont pu assister et suivre un débat contradictoire avec des chiffres et des engagements précis sur ce que devait être la politique de santé de l'Amérique, devrait servir d'exemple à tous. Et malgré que ce débat dévoilait une des faces les plus hideuses qui soit d'une société américaine qui bien que première puissance mondiale laissait sans soins plusieurs dizaines de millions de ses enfants, parce que coupables de ne pas avoir suffisamment d'argent pour se soigner, rien ne les a empêchés d'en discuter publiquement avec leurs électeurs. Car à travers les électeurs c'est aux citoyens à travers leurs représentants légitimement élus que devraient revenir le dernier mot en matière de grands choix sociaux sous-tendant les politiques de santé. En somme-nous capables ?